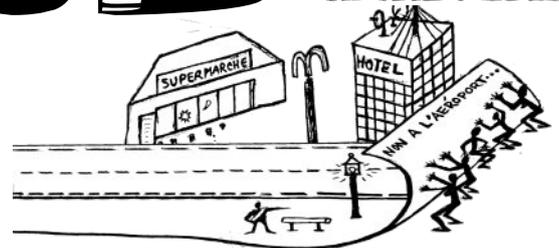




LESSE

N° 4
JANVIER 2012

BETON



Contre l'aéroport et le monde qui va avec

« A part la subversion, je ne vois pas d'autres méthodes. »

André Trillard sénateur UMP pro-aéroport, à propos des moyens restants pour mettre fin au projet⁽¹⁾

Édito

Tout doit disparaître ! Les permis de démolition de quatre maisons landaises mal situées ont déjà été accordés. La justice a commencé à condamner, dans l'ordre des choses, à l'expulsion. Rien n'arrête le progrès...

Partout, les sentiments sont les mêmes, mêlés d'impuissance et de rage : qu'il s'agisse de ce bocage et de ses habitant.e.s sacrifié.e.s sur l'autel du progrès, de l'expulsion chronique de campements de roms, de quartiers démolis victimes de « rénovations » et de « modernisations », de bidonvilles entiers auxquels on envoie les bulldozers sous prétexte de sécurité ou de cités qu'on nettoie avant qu'elle ne deviennent incontrôlables.

Dans tous les cas, ce n'est pas juste un décor qui est rasé. Ce sont aussi des liens, des repères, de la solidarité. Bref, c'est l'histoire d'un lieu et de ses habitant.e.s qui est anéantie. Comme si « ici » valait « ailleurs ».

Comme si on pouvait déménager des vies en silence.

En face, quand celles et ceux qui décident sont confrontés à des résistances, ils s'étonnent, se scandalisent, ils condamnent la violence qu'ils ont provoquée, ils dénoncent l'irresponsabilité des opposant.e.s, ils voudraient les karcheriser.

Ils font et défont le monde, expulsent celles et ceux qui n'ont pas la bonne naissance, licencient tranquille, enferment et construisent toujours plus de taules. Ils dégagent, balaient, baladent détruisent des vies. Et il ne doit plus rien en rester. Il faudrait oublier, renier. Rien n'a existé. Négationnisme social.

Les nostalgiques pleurent, les partisans de la raison du plus fort applaudissent déjà.

Ici comme ailleurs, qu'ils s'attendent à la colère, à ce qu'on rende les coups.

Dans ce numéro

Le Kärcher médiatique..... 2	Atomes crochus : Vinci et le nucléaire..... 6
Nous ne voulons pas de leur désert..... 3	L'élection qui vient..... 7
C'est arrivé près de chez nous..... 4	Expulsé.e.s de tous les pays..... 8
Nos plus belles ordures ne sont pas dans nos poubelles..... 5	1. citation : France Inter, 3/12/2011

Nouvelles du Sabot

Le 7 mai dernier, nous étions un millier à défricher une parcelle pour permettre l'installation d'un collectif agricole. Depuis, les légumes ont poussé, ça a permis à pas mal de monde d'en profiter et puis ça a été un bon prétexte pour rencontrer du monde, échanger autour de la lutte ici et discuter de plein d'autres choses bien sûr ! Bref, cette histoire d'occupation agricole, ça a plutôt marché ! Et puis, si on se pose plein de questions pour la suite, on est bien parti.e.s pour continuer l'année prochaine !

On en profite au passage pour vous indiquer que c'est toujours possible de passer prendre des légumes mais que durant l'hiver ce sera dorénavant le samedi après midi entre 14 et 17h.



Brèves

Les procès à venir

13 février : 5 personnes passeront en procès, accusées de dégradations sur un local de Vinci, et pour certaines de refus de don d'ADN ;

21 février : 2 personnes comparâtront à St Nazaire, accusées d'avoir fait sortir un flic RG du rassemblement de départ de la tracto vélo (outrage, refus de don d'ADN) ;

15 mars : 3 personnes accusées de dégradations, refus de don d'ADN, rébellion, outrage... sont convoquées au tribunal suite à une manif contre le G20 ;

3 et 11 mai : suite à l'occupation des arbres du square Mercœur, à Nantes, 4 personnes sont poursuivies pour rébellion, complicité de rébellion, violence, refus de fichage (ADN, empreintes, photos).



Condamnations de l'automne

Une personne a été condamnée à 100 € d'amende suite aux forages de juin, pour outrage ;

Une autre à 700 € d'amende pour rébellion lors de l'occupation de l'aéroport de Bouguenais cet été ;

Les arrestations qui ont suivi l'action sur la caravane du PS ont donné lieu à une relaxe pour « dégradation », et deux condamnations à 2 mois de prison avec sursis pour refus de fichage.

Les amendes ont été payées collectivement.

Le Kärcher médiatique

Le plume est-elle plus forte que l'épée ? La question ne se pose pas quand celles-ci ne s'affrontent plus mais œuvrent dans la même direction. Analyse de l'accompagnement médiatique de la répression.

Fin juillet 2011, à Grandchamp-des-Fontaines, une maison est visitée, probablement pour en récupérer le cuivre, comme cela arrive très souvent. Ouest France relate ce fait divers⁽¹⁾ et en profite pour en faire des tartines sur ces squatters qui, non contents d'habiter des maisons vides, les saccagent. Cet article a initié une longue campagne de presse dans les journaux locaux – voire nationaux – autour de la lutte contre l'aéroport (au sujet d'actions, des squatters, etc). Elle atteint son summum courant septembre avec un article de Presse Océan⁽²⁾ mettant en lumière un mystérieux groupuscule – les « ultras » – agissant dans l'ombre, « aguerri aux affrontements » et prêt à tout pour en découdre avec la police. En parallèle de cette campagne médiatique, la répression policière n'a eu cesse de s'intensifier à l'encontre des opposant.e.s à l'aéroport : du tabassage de dizaines de manifestants à Nantes-Atlantique à la rafle du square Mercoeur en passant par des arrestations, de la surveillance, une descente de policiers au petit matin (voir « C'est arrivé près de chez nous »)... Une quinzaine de personnes sont convoquées au tribunal dans les mois qui viennent.

Le discours qui s'illustre dans l'article « Qui sont les ultras ? » crée de toutes pièces une entité obscure, violente, dangereuse : on parle de « guérilla », « groupuscule », « commando », « aguerris aux heurts » et « entraînés », vivants de manière bizarre... Bref, des gens dont il faut se méfier abso- lument. On est dans le pur fantasma, la création de monstres sociaux fous furieux, marginaux errants, parasitant les luttes légitimes des « bons citoyens ».

Difficile pour le lecteur de se rattacher à la colère d'individus ainsi dépeints : pourtant la rage face à ce projet est largement partagée. Quand on vient vous dire un jour que le territoire que vous habitez va finir sous le béton, qu'on stoppe avec quelques arrêtés et décisions démocratiques la vie sociale de toute une zone, qu'on vous dégage pour la bonne marche de l'économie, sous prétexte de progrès et de démocratie, cette colère est non seulement compréhensible, mais surtout nécessaire.

De plus, « les médias » décontextualisent et dépolitisent l'action d'une partie des opposant.e.s à l'aéroport : « La plupart sont des professionnels de l'agitation n'ayant rien à voir avec le but politique des opposants historiques ». Le Monde en rajoute une couche⁽³⁾, parlant « d'extérieurs [...] qui se sont greffés sur ce combat et polluent les grandes manifestations et qui veulent surtout en découdre ». Quid de toutes considérations politiques à l'égard de ces dissident.e.s qui ne seraient pas des individus en lutte contre un projet, contre un système, contre la gestion et le contrôle de nos vies par le capitalisme. En somme, il ne s'agirait que de vandales opportunistes.

La plupart des articles précisent que les « ultras » sont en majorité des « étrangers », des gens venus d'ailleurs. S'étaler sur leur provenance géographique, c'est sous-entendre que ces personnes n'ont pas grande légitimité à être ici, que ce projet ne les regarde pas, que cette lutte ne se résumerait au final qu'à une opposition de riverain.e.s mécontent.e.s, bien loin d'une remise en cause d'un système social.



Mettre en avant cette notion « d'ultras », c'est faire le tri entre bon.ne.s et mauvais.es opposant.e.s, c'est tenter de diviser les diverses composantes de la lutte, c'est essayer de cantonner cette lutte à des actions démonstratives et symboliques. C'est signifier aux associations de citoyens qu'ils ont de mauvaises fréquentations, qu'entretenir ces liens, c'est jouer avec le feu et qu'on ne saurait, dans un cadre démocratique, soutenir des initiatives qui sortent de celui-ci.

C'est clairement ce qu'il s'est joué lors de la manif à l'aéroport Nantes-Atlantique: il s'agissait de la première action appelée par les associations et les squatters. L'ambiance était conviviale jusqu'au tabassage en règle de pas mal de personnes. Entre choc et colère, certain.e.s ont répliqué: en restant là, par des cris et aussi par des jets de ce qui leur passait

sous la main. L'intervention policière a été justifiée – entre autres – par la « présence d'ultras »⁽²⁾. Le même jour, Auxiette déclarait au sujet de « l'attaque de l'aérogare », « qu'il est important que ceux et celles qui s'opposent à ce projet dans les cadres légaux et républicains dénoncent ces actes de violence »⁽⁴⁾, allant jusqu'à demander « de passer le kärcher sur la frange radicale de [la lutte] »⁽⁵⁾. Appel sans détour à la répression: si les médias relaient les versions policières des faits, les politiques y jouent un rôle évident. C'est l'articulation des trois composantes: politiciens, journalistes et police-justice qui forment le triangle répressif, qui fabrique les méchant.e.s, qui fabrique la peur.

La conséquence de ce travail médiatique, en collaboration avec la police, c'est de préparer les esprits à une répression massive du mouvement. Pousser à l'isolement des

« composantes radicales », c'est faciliter ce travail répressif: qui serait prêt à rester solidaire de ces monstres? Mais cette répression concerne toute la lutte. Quand J.-P. Magnen déclare « le risque, c'est que les forces de l'ordre tapent dans le tas »⁽²⁾, il se trompe, inventer des « ultras » permet surtout de justifier cette violence contre tous les opposants. Et si cette série d'articles n'y suffit pas, si la solidarité face aux répressions reste forte, à n'en pas douter, on entendra bientôt parler de terroristes!

1. Ouest France, 23/07/2011
2. Presse Océan, 14/09/2011
3. Le Monde, 25/10/2011
4. Maville.com, 28/08/2011
5. France Inter, 23/08/2011

Tous ces articles sont consultables sur le site de l'ACIPA: <http://acipa.free.fr>

Nous ne voulons pas de leur désert

Ils veulent vider la zone : nouvelles des expulsions, du harcèlement des locataires et des propriétaires.

Avant même de nous y installer, nous savions qu'il leur faudrait faire table rase des humains peuplant la ZAD. Mais il manquait une date. Alors la justice, dans un élan de générosité, nous en a offert plusieurs.

Une cinquantaine de gendarmes sont donc revenus accompagner les huissiers dans leur tournée pour colporter les décisions des tribunaux: les habitant.e.s de quatre des lieux occupés ont été invité.e.s à se casser à partir du 9 janvier. Puis après décodage du jargon juridique, on a appris que quatre autres maisons ont obtenu la trêve hivernale, à savoir des délais jusqu'à mi-mars. Enfin, trois autres squats ne seraient pas menacés d'expulsion avant mi-novembre 2012. L'incertitude règne toujours sur les autres lieux (qui n'ont pas reçu de papier de l'huissier).

Mais la société AGO et son sinistre commercial n'ont oublié ni les locataires ni les propriétaires. Certains de ces personnages encombrants qui persistent à vivre ici ne verraient pas leur bail précaire renouvelé au-delà de 2012. D'autres qui refuseront de vendre, se verront menacés d'expropriation. Entre des invitations cyniques à rechercher un nouveau logement et des propositions de rachat de terrains « à l'amiable », AGO et la société FIT conseil poursuivent sereinement leur harcèlement auprès de la population.

Bien que ces crapules paraissent déterminées à vouloir livrer le bocage aux engins de chantier dès 2013, les épisodes du feuilletton des expulsions ne sont pas terminés. Il se pourrait bien qu'une résistance à celles-ci et la manif' de réoccupation qui se profile compliquent la besogne des aménageurs.



Affiche d'appel à la le manif de réoccupation. Plus d'infos à venir sur le site web <http://zad.nadir.org>.

C'est arrivé près de chez nous

Presse océan n'en a (souvent) pas parlé, pas même pour tenter de les discréditer. Pourtant, des actes de rébellion contre ce projet et le monde qui le fait naître, il y en a eu. Liste non-exhaustive...

Juillet

Le 6, AGO lance la procédure pour les permis de démolition.

Les 8, 9 et 10, les journées de résistance contre l'aéroport organisées par la coordination des opposants réunissent plus de 15 000 personnes au total. Une grande fresque humaine forme le message « Vinci dégage ! ».

À partir du 8, un camp contre les G20 et G8 s'installe sur la ZAD. Il durera 3 semaines et sera le point de départ de rencontres, discussions, actions contre l'aéroport et son monde et de nouvelles installations d'occupant.e.s sur la ZAD.

Le 16, à Meze près de Sète (34), le siège social de l'entreprise Biotope a vu ses serrures engluées et sa façade taggée « Vinci bétonne, Biotope cautionne, stop l'éco-labo ». Dans la même rue, le pas de porte d'un des patrons fondateurs de cette boîte d'études environnementales portait l'inscription « on t'a trouvé ! ».

Dans la nuit du 18 au 19, Biotope, entreprise chargée d'effectuer des relevés biologiques sur la zone concernée par le projet et FIT conseil, agence immobilière sous-traitant les procédures de rachat des dernières maisons invendues sur la zone, ont été attaqués : tags, pneus des voitures de fonction crevés, serrures collées.

Le 20, environ 40 personnes participent à une vélorution (manif à vélo) de la ZAD jusqu'à Nantes et tentent de bloquer la périphérique (empêchées par des flics) après avoir distribué des tracts contre l'aéroport en centre-ville.

Le 28, une manifestation à l'aéroport de Nantes-Atlantique fait parler d'elle. Entre 150 et 200 personnes s'y retrouvent. Certain.e.s entreprennent de repeindre le bâtiment de slogans anti-aéroport et anti-AGO avec de la peinture verte. La police agresse les manifestant.e.s lorsque celles et ceux-ci

montent à l'étage, où se trouvent les bureaux d'Aéroports du Grand Ouest.

Fin juillet, plusieurs bureaux d'huissiers collaborant avec AGO dans le processus d'expulsion des occupant.e.s de la ZAD sont pris pour cible (tags, dégradations, serrures engluées).

Le 31, on apprend l'explosion nocturne de deux engins d'un chantier de Vinci à Sautron. Sans doute une contribution à la lutte contre l'aéroport et son monde.



Août

« PS-Vinci complices ! ». Dans la nuit du 3 au 4 août, la façade des bureaux du PS est taguée et peinturlurée à La Roche-sur-Yon.

En Vendée encore, le 13, une action péage gratuit est menée sur une autoroute de Vinci en solidarité avec la lutte contre le projet d'aéroport à NDDL.

Le 15 août, même action à Montpellier cette fois, une cinquantaine de personnes ont permis pendant 30 minutes à de nombreux vacanciers de ne pas enrichir Vinci.

« Ni juges, ni décideurs ». Le 17, pendant le procès d'expulsion, les rues de Saint-Nazaire voient défiler une manifestation pour rappeler que « Nos vies nous

appartiennent, nous ne partirons pas ! ».

Le 22, à Nantes, la caravane de campagne socialiste est saccagée par une trentaine de personnes. Le 24, la coordination des opposants contre l'aéroport condamne...

Le 24, pique-nique et distribution de tracts en centre ville de Nantes, en solidarité avec les 4 personnes toujours en garde à vue, accusées d'avoir pris part à l'attaque de la caravane socialiste deux jours plus tôt.

Le 26, une action contre Vinci est menée à Paris en solidarité avec les défenseurs de la forêt de Khimki (Russie).

Le 28, Biotope et les gendarmes qui les accompagnent se trouvent empêché.e.s de quitter la ZAD en fin de journée par une barricade. Ils doivent attendre les renforts pour pouvoir partir. Toute l'opération prend trois heures.

Septembre

Sur un arbre perché... Le 2, une dizaine de personnes escaladent des arbres du square Mercœur à Nantes pour interpeller les passants au sujet de l'aéroport et des résistances. Alors que des personnes en soutien au sol partagent une soupe et distribuent des tracts, la police cogne et embarque une quinzaine de personnes, utilisant gaz lacrymogènes, matraques et taser (pistolet électrique) sur les opposant.e.s.

« Ils sont VINCIBLES ». Le 15, à l'occasion des procès d'expulsion à Nantes est organisée une manifestation matinale réunissant une centaine de personnes... et au moins autant de policiers, enfermant les manifestants par un cordon de CRS tout au long du parcours.

Octobre

Début octobre, en Suisse, des parkings gérés par la multinationale Vinci sont sabotés. L'action est signée « Vinci dégage ! ».

Le 5 : forages surprises. Au petit matin, 2 tractopelles arrivent sur la ZAD accompagnés d'une bonne centaine de flics pour creuser des trous pour la piste nord. Le lendemain, un groupe d'opposant.e.s tente une percée pour perturber ces travaux.

Dans la nuit du 10 au 11, la porte des bureaux du Parti Socialiste de Haute-Garonne à Toulouse est fracturée et à l'intérieur fleurissent de nombreux slogans anti-aéroport.

Le 11, au Pays Basque, les bureaux de Vinci Construction sont tagués en solidarité avec les résistances à l'aéroport et son monde.

Le 11 aussi, un agriculteur refuse l'accès à son champ lors de la visite d'un huissier précédant des travaux de forages. Une vingtaine d'opposant.e.s forment le « comité d'accueil ». Ce même jour a lieu un rassemblement contre l'enquête publique sur l'aménagement foncier à Notre-Dame-des-Landes.

Le 13, une fausse bombe est trouvée sur le terrain des fouilles archéologiques.

Le 20, une cinquantaine de personnes rendent visite aux cadres de Vinci Constructions dans leurs bureaux à Couëron. Un groupe tente de discuter avec eux pendant que d'autres déversent du fumier à l'entrée du bâtiment et repeignent la façade à l'aide d'œufs de peinture.

Novembre

Le 5, une maison menacée de destruction par un projet de viaduc mené par Vinci est squattée à Poitiers. Une banderole « Vinci, hors de nos vies » est déployée. Le squat est immédiatement expulsé, 47 personnes sont arrêtées. 5 sont poursuivies.

Du 6 au 12, la Tracto-vélo, organisée par la coordination des opposants, relie Notre Dame à Paris. Entre 150 et 200 cyclistes et 23 tracteurs sont au rendez-vous pour la première étape. Malgré l'interdiction ministérielle, les tracteurs rouleront sur Paris.

Le 12, « afin de peser sur les négociations entre partis » et rappeler « l'absurdité du projet », une manifestation à Paris est organisée par la coordination des opposants au projet, et réunit 3000 à 4000 manifestant.e.s.

Le 19, une cinquantaine de personnes répondent à l'invitation à une balade champêtre pour enlever les bornes des géomètres matérialisant le tracé de l'auto-route. Le jour J, la zone est militarisée, ce n'est que partie remise. Ce même jour le local d'Europe-Ecologie est rebaptisé « Escrocs-écologie les verveux » pour fêter leur accord avec le PS.

Décembre

Le 1^{er} décembre à 6h30, une sacrée flopée de flics débarque au domicile de 6 personnes aux alentours de Nantes et les emmène dans divers commissariats. Ces descentes font suite à l'action contre le siège de Vinci Construction Grand Ouest, le 20 octobre dernier. Quatre d'entre elles auront à répondre de « dégradations en réunion » ou « complicité de... » et « refus de prélèvement ADN » devant la justice lors de leur procès qui se tiendra le 13 février 2012.

Le 7, une dizaine de banderoles sont déployées sur les ponts du périphérique de Nantes, en soutien avec les inculpé.e.s de Poitiers et contre Vinci, le PS et leur monde.

Les plus belles ordures ne sont pas dans nos poubelles !

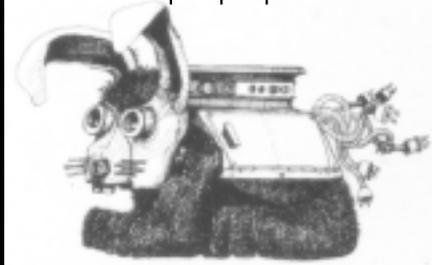
La communauté de commune d'Erdre et Gesvres a récemment modifié le contrat de ramassage des ordures par la société Véolia. Le nouveau système, plus intéressant pour Véolia, instaure la mise en place de poubelles pucées afin de faire payer chaque individu en fonction de la quantité de déchets qu'elle met dans ses poubelles. Le but affiché est de « responsabiliser » les individus quant à leur gestion des déchets et de les inciter à faire le tri sélectif. Une fois de plus, on véhicule l'idée que chaque individu est responsable de la petite quantité de déchets qu'elle laisse chaque jour dans la poubelle. Cela évite de questionner véritablement les responsables – les industries, les supermarchés... – qui ont bien plus à voir avec la production de montagnes de déchets de par leur activité. Un autre avantage, pour la société

industrielle, c'est de fournir à Véolia de la main d'œuvre gratuite pour trier les déchets du capital, déchets que la boîte recycle ensuite en laine de verre ou autre tissu polaire. Pour autant, le coût du ramassage ne sera pas en baisse : à Saint Etienne de Montluc et à Treillères, où ce système est déjà en place, il a nettement augmenté.

Dans cette histoire, c'est le pucage qui s'immisce peu à peu dans nos vies et qu'on tente de nous faire accepter coûte que coûte : quand le dernier pull aura été pucé, quand toutes nos poubelles, chaussures et autres produits de consommation seront devenus « intelligents », que tous les objets qui nous entourent seront « communicants », alors on se dira qu'il est trop tard pour se battre contre les dispositifs de contrôle.

Biotope primé !

Biotope – la boîte qui s'occupe de « compenser la nature » – a reçu le Prix de l'Ambition 2011 dans la catégorie « développement durable ». Ce prix récompense le dynamisme économique des entreprises françaises : avec 40 % de croissance et un chiffre d'affaire de 14 millions d'euros en 2010 (la barre des 20 millions serait passée d'ici 2012), Biotope était loin devant ses concurrents dans sa catégorie. Rien d'étonnant à cette croissance : qu'on se le dise, à chaque fois que cette boîte gagne un euro, on peut être sûr que du béton a coulé quelque part !



Brèves

Action anti-nucléaire à Valognes.

Les 21, 22, 23 novembre derniers se sont réunis environ 500 anti-nucléaires (motivé.e.s) près de Valognes, dans la Manche, pour tenter de bloquer un train de déchets nucléaires fraîchement retraités à la Hague. L'idée étant de s'attaquer massivement à ce point faible de l'industrie nucléaire. Malgré l'encadrement policier et militaire du convoi, plus de cent cinquante personnes ont réussi à atteindre les voies avant le départ du train et, l'espace d'une demi-heure de joyeux sabotages, rêvé de faire mordre la poussière à Areva. Avec du retard, le train est reparti... mais a rencontré divers comités de blocage le long du parcours jusqu'à Gorleben (Allemagne).

Plus d'infos sur le site web <http://valognesstopcastor.noblogs.org>



Prix Pinocchio : Vinci décroche une palme

Les Amis de la terre ont cette année encore décerné leur prix Pinocchio : Téréos est récompensé dans la catégorie « un pour tous, tout pour moi », la Société Générale s'illustre en « mains sales, poches pleines » et c'est Vinci qui remporte le prix « plus vert que vert » pour ses efforts de verdissement du projet d'aéroport de NDDL et pour « prendre soin de nos agriculteurs en construisant un aéroport sur leurs terres ».

Atomes crochus... Vinci et le nucléaire.

La boîte qui voudrait bousiller notre bocage pour en faire de la grosse thune est en fait une multinationale composée de milliers de filiales et qui exploite dans le monde entier. Un de ses domaines phare est le nucléaire.

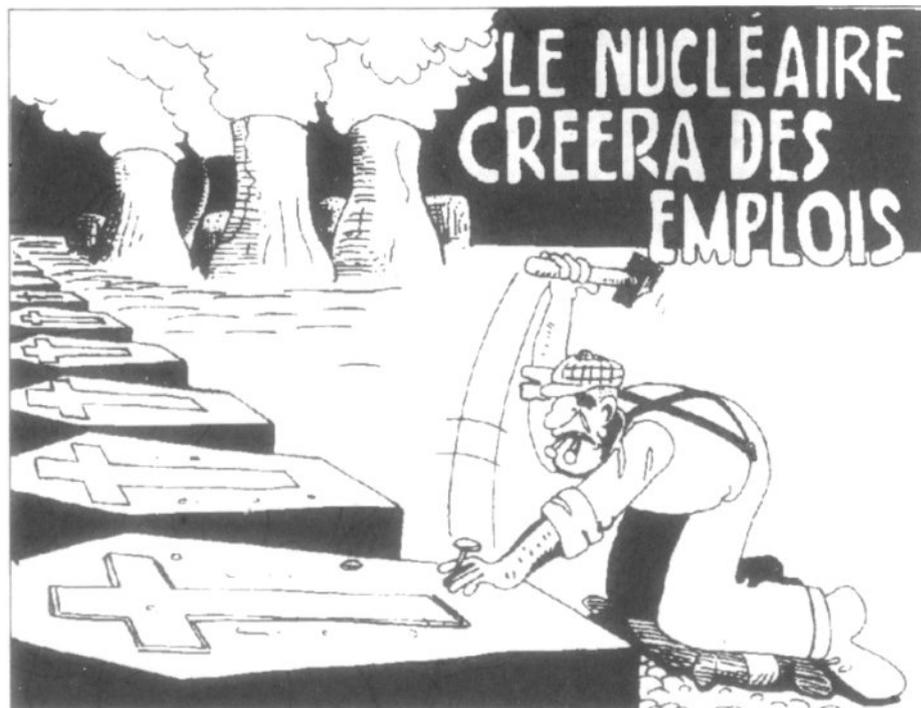
Le nucléaire ne se développe pas pour répondre à nos besoins, il ne progresse pas à cause des « irresponsables » qui oublient d'éteindre la lumière derrière eux. Au contraire, il vient d'un système organisé où les plus grands acteurs sont aussi les principaux (voire uniques) bénéficiaires.

Vinci s'est imposé dans toute la chaîne du nucléaire : ça commence en Afrique avec l'exploitation des mines d'uranium en compagnie d'Areva (y'a pas que l'uranium qui y est exploité ! voir le dossier de la CRIRAD du 30 janv 2008) et ça s'accompagne d'une bonne présence de l'armée française (faut bien défendre ses intérêts !). Le minerai est ensuite transporté vers la France via des infrastructures construites par Vinci. Construites par Vinci également les quatre cinquièmes des centrales nucléaires françaises et 60% des britanniques, ainsi que le nouveau programme EPR qui voudrait s'exporter partout dans le monde. Les contrats ne s'arrêtent pas à la construction mais assurent aussi la maintenance et

la prolongation de la vie des centrales. Des filiales s'occupent de la transformation du courant et de sa distribution pour des industries, d'autres du démantèlement et de la gestion des déchets.

Bref, le nucléaire, c'est une affaire qui tourne bien. Tellement bien d'ailleurs qu'il arrive de temps en temps une catastrophe. Les catastrophes (industrielles, naturelles, guerres...), en économie capitaliste, ça s'appelle aussi jackpot. Jackpot parce qu'il faut nettoyer, reconstruire, trouver des solutions, innover, développer des nouvelles technologies... Bref, c'est la croissance. Donc, évidemment, on retrouve Vinci à Tchernobyl pour faire le confinement du sarcophage et à Fukushima où ils essayent de décrocher les contrats.

Et comme si tout ça ne suffisait pas, Vinci se vante d'être à la pointe des expérimentations les plus délirantes : stockage de déchets dans l'argile, projet ITER de fusion nucléaire, première centrale sur une faille sismique... Bah ouais, faut bien assurer l'avenir des profits...



L'élection qui vient

« Nos rêves ne rentrent pas dans l'urne » disait un graffiti sur les murs de Buenos Aires. Voici un décryptage et une analyse critique d'un des piliers de la démocratie : le vote.

Ça y'est, le show télévisé électoral est lancé. Pour la gestion de crise « réaliste » et « responsable » (politique néolibérale d'austérité) tapez 1 ; pour plus ou moins la même chose version socialiste tapez 2 ; si vous êtes de ces fantaisistes qui rabâchent encore cette vieille histoire de partage des richesses, tapez 3 ; vous pouvez sauver la planète, tapez 4 ; et si vous vous sentez mieux autour de François ou de Marie que de Mohammed, « c'est votre choix » ; votez 5 ou 6. Sur le marché électoral, une large gamme de choix politiques vous est offerte, il y en a pour tous les goûts et à chacun est donné le même temps de parole, il n'y a plus qu'à allumer la télé et se lever un petit peu plus tôt quelques dimanches matins tous les 2, 3 ans, et voilà le devoir de citoyen.ne accompli. Le débat ? Compris dans l'offre ! Les candidat.e.s font leurs preuves à la télé et sur TF1 on peut même poser des questions !

Confronté.e.s à ce projet d'aéroport imposé par le haut comme à toute autre décision par laquelle on « gère » ou « aménage nos vies », on constate que ce que l'on nous vend comme le summum de

la participation politique résonne concrètement comme une invitation à se résigner à laisser faire, à regarder passer les engins de chantier et les gendarmes mobiles, parce que « c'est démocratique ».

Pourtant, le vote, c'est le vol, la spoliation des moyens de prendre nos vies en main. Les voleurs, ce sont quelques médiatiques tartignolles membres des classes supérieures, préoccupés de protéger leurs privilèges et le système qui les abrite et dont ils sont les représentants.

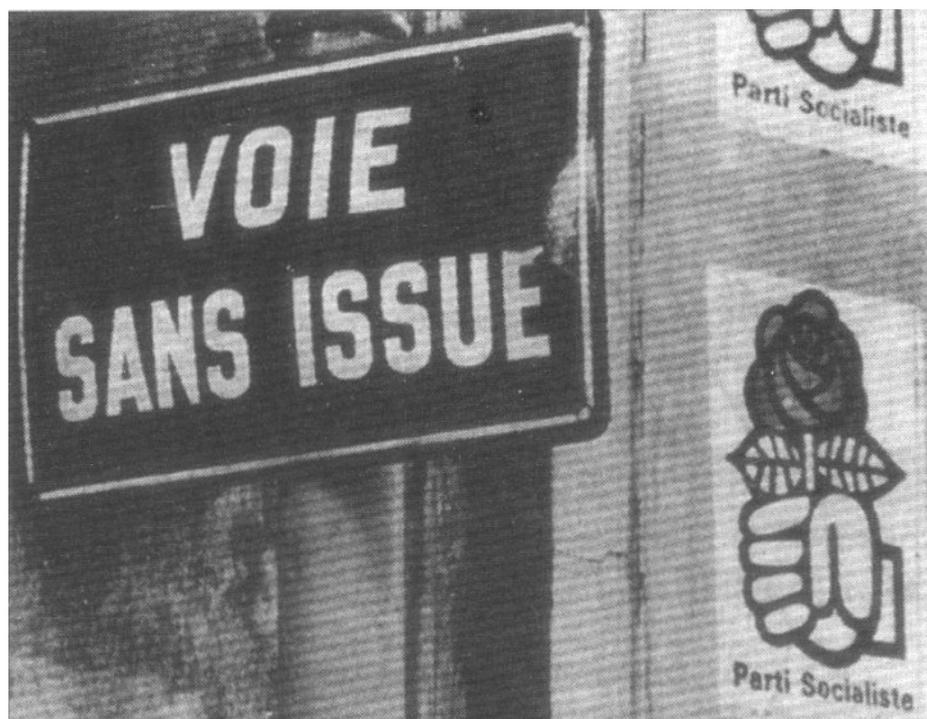
Le débat est confisqué, remplacé en bonne et due forme par la cacophonie médiatique autour des politicien.ne.s, c'est-à-dire, ces gens dont le métier est de s'occuper de ce qui nous regarde tout en tentant de nous persuader qu'il s'agit d'une affaire d'expert.e.s, d'économistes, de gens « réalistes », une affaire de « grandes personnes », en somme. Autant de façons de légitimer la confiscation des moyens de décisions, de la parole, d'abandonner celle-ci à David Pujadas et à tous ces professionnel.le.s qui sont surtout expert.e.s de la défense des intérêts des classes dominantes. Alors ils font les questions et les ré-

ponses et s'entretiennent de ce qui va prochainement nous tomber sur la tête. Et les tentatives de les en empêcher se trouvent souvent noyées dans l'incessant flot de scoops, de buzz ou d'anecdotes autour du jeu électoral.

Confisquer la parole, c'est aussi confisquer la possibilité de se former, au fur et à mesure, un caractère politique à travers la confrontation des idées. C'est restreindre l'apprentissage politique au discours néolibéral dominant, nous habituer à considérer les fluctuations boursières comme principal indicateur de notre bonne humeur. C'est, au final, façonner une masse de travailleur.euse.s consommateur.euse.s, une agglomération d'êtres anonymes, interchangeable qui ne partagent guère plus qu'un « cadre de vie », un décor commun.

La politique ne se définit alors que comme une affaire individuelle, un choix que nous devrions faire seuls, en notre âme et conscience. Bien sûr on peut refaire le monde lors de longues nuits insomniaques ou discuter en famille, le dimanche midi. Mais la décision politique reste réduite à un devoir moral dont on s'acquitterait quand on s'enferme dans l'isolement. Nous sommes renvoyés à nous mêmes, rien n'aboutit à briser l'isolement. Dès lors, la politique reste cette chose qui nous est étrangère et que d'autres gèrent pour nous, « mieux que nous ».

Nous croyons au contraire que la politique n'est pas une affaire de professionnels mais se joue chaque fois que l'on descend dans la rue, chaque fois que l'on prend en main ce qui touche à nos vies, s'organise pour faire ensemble, chaque fois que l'on invente nous mêmes les formes de discussions et de prises de décisions qui nous conviennent. Nos formes d'organisation ne se décrètent pas mais s'inventent collectivement.



Expulsé.e.s de tous les pays...

Récit d'expulsions massives d'habitant.e.s et de leur quartier au Kenya autour des zones aéroportuaires.

C'est aux alentours de 22h, dans la nuit du 24 octobre 2011, qu'une horde de camions de police anti-émeute a débarqué dans les bidonvilles de Kyang'ombe Village, à côté de l'aéroport international de Nairobi, la capitale du Kenya. Après avoir coupé l'électricité, la police est passée de maison en maison mettre tout le monde dehors. Les habitant.e.s ont résisté aux assauts mais ont très vite été submergé.e.s par le nombre de flics. Derrière les rangées de policiers, des bulldozers appartenant à la Kenya Airports Authority (KAA), ratissaient les maisons, réduisant tout en ruines sur leur passage. Ecoles, cliniques et mini-supermarchés ont aussi été rasés. Certain.e.s habitant.e.s avaient reçu un avis d'expulsion une semaine plus tôt mais la plupart le considéraient comme illégal, d'autres n'avaient rien reçu. Au matin des dizaines de milliers de personnes – The Standard, un quotidien national, les estime à 200 000 – se sont retrouvées sans toit, essayant désespérément de protéger le peu de choses qu'il leur restait.

Trois semaines plus tard, les engins de la KAA se sont remis en action. Cette fois leur cible était Syokimau, un domaine de 300 maisons récemment construites à côté de l'aéroport. Phénomène assez inhabituel : tandis que les expulsions forcées de bidonvilles sont monnaie courante à Nairobi,

il est plus rare pour les banlieues plus aisées de subir le même sort. Alors que les travailleurs de Kyang'ombe n'avaient pas d'autre choix que de faire leur valise et chercher un nouveau lopin de terre, la classe moyenne de Syokimau mobilisait journalistes, politiciens et avocats dans l'espoir de sauver leurs maisons. En vain. Même lorsqu'un juge a ordonné la suspension des démolitions en l'attente d'une audience de la cour, la police et la KAA l'ont ignoré et continué leurs missions. Depuis, d'autres démolitions ont eu lieu dans les bidonvilles de Mitumba Village, près de Nairobi.

Dans un contexte médiatique de guerre au terrorisme, et sous prétexte de sécurité nationale, les autorités tentent de justifier cette vague d'expulsions afin de protéger l'industrie du tourisme. Ainsi le Ministère de l'Intérieur et la KAA ont ordonné la démolition de toutes les structures dans les 3 km autour des aéroports pouvant, paraît-il, être la cible d'attaques.

La création du nouveau monde urbain sur les ruines de l'ancien suppose inévitablement la violence. Même si ces transformations varient selon les régions du globe, on retrouve partout une volonté identique des puissances financières et des états d'utiliser la force pour faire place nette en expulsant les habitants d'un terrain afin d'en prendre possession. Nous ne voyons à travers ces attaques contre les pauvres et leur territoire que la continuation de cette guerre autrement dénommée urbanisme, faite de rénovations et de destructions qui a pour seul objectif de contrôler et de rentabiliser l'espace. Affirmer notre solidarité avec celles et ceux qui, ici ou ailleurs, font face à ces déplacements massifs de population nous paraît à la fois nécessaire et insuffisant.

Quelques sources : The Standard, Daily Nation (quotidiens kenyans). Plus d'infos sur : <http://allafrica.com>.

Appel à dons

On a toujours besoin d'un peu d'argent pour continuer nos actions. Impression du journal, soutien à celle et ceux qui subissent la répression, tracts, et autre matériel de luttes. Vous pouvez nous envoyer des chèques à l'ordre de « vivre sans aéroport » à l'adresse suivante :

Vivre sans aéroport
La Primaudière
44 130 Notre-Dame-des-Landes

Ou faire un virement sur le compte en banque à la banque postale :

20041 01011 1162852D032 36

Brèves

Rendez-vous radio

Voilà 2 émissions d'Alternantes (98.1 à Nantes et 91.0 à Saint-Nazaire ou sur Internet <http://www.alternantesfm.net/>) sur lesquelles ça vaut le coup de jeter l'oreille :

Dimanche 19h00 – 20h00 : Natchav, émission anti-carcérale ;

Judi 20h00 – 21h40 : le magazine libertaire, qui fait un tour d'actualité des luttes.

Contact et infos

Vous pouvez retrouver les précédents numéros du Lèse Béton, mais aussi des articles d'actualité, des réflexions de fond et d'autres infos sur le site web <http://zad.nadir.org>.

Pour contacter les occupant.e.s de la ZAD par courrier électronique : zad@riseup.net.

Pour envoyer vos commentaires, critiques et autres retours à propos de ce journal : lesebeton@riseup.net.

